



HAL
open science

Teaser-lab Une démarche ascendante et territorialisée pour un système agri-alimentaire sain, durable, et créateur d'emploi

Romain Fèche, Fabienne Barataud, Xavier Coquil

► To cite this version:

Romain Fèche, Fabienne Barataud, Xavier Coquil. Teaser-lab Une démarche ascendante et territorialisée pour un système agri-alimentaire sain, durable, et créateur d'emploi. INRAE. 2020. hal-02543547

HAL Id: hal-02543547

<https://hal.science/hal-02543547>

Submitted on 15 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Synthèse réflexive de fin de projet « TEASER » du programme EcoAgri financé par la Fondation de France

Teaser-lab

Une démarche ascendante et territorialisée pour un système agri-alimentaire sain, durable, et créateur d'emploi

Récit d'une expérience pour imaginer et faire advenir un système alimentaire plus sain et plus juste dans un territoire rural en déclin.

Romain FÈCHE, Fabienne BARATAUD, Xavier COQUIL

Avril 2020



Depuis 2015, autour de la petite ville de Mirecourt (Vosges) des personnes sont rassemblées autour de plusieurs constats : une agriculture vosgienne majoritairement spécialisée qui ne nourrit que très marginalement la population locale, de fortes inégalités sociales dans l'accès à une alimentation de qualité, un besoin de faciliter l'accès à des productions biologiques diversifiées. Emerge alors une ambition commune : faire que tout cela change !

Emergence et structuration d'un collectif autour des questions d'agriculture et d'alimentation durables

La dynamique dont il est question ici naît de rencontres et d'échanges entre trois acteurs du territoire et leurs projets respectifs : des paysans bios de l'Ouest Vosgien (Les Bios du Coin) qui souhaitent relocaliser leurs circuits de commercialisations (au départ simple groupe informel, ils se sont depuis constitués en association), des citoyens engagés dans la création et l'animation d'un café participatif et associatif de Mirecourt (le Café Utopic) destiné à développer le lien social au travers d'activités socio-culturelles partagées, des membres d'une unité de recherche INRAE sur Mirecourt (l'unité de recherche ASTER dotée d'une installation expérimentale) qui décident de centrer leur nouveau projet d'unité sur les systèmes agri-alimentaires. Fortement ancrés dans le territoire, à la fois personnellement et professionnellement, ces différents acteurs ont déjà de multiples occasions de se rencontrer et d'échanger ce qui les conduit à élaborer un projet de recherche-action financé par la Fondation de France : l'ambition initiale est de construire avec les acteurs du territoire un système agri-alimentaire pour soutenir une agriculture et une alimentation saines, durables, et créatrices d'emplois sur le territoire. À ces trois porteurs s'ajoutent très rapidement, grâce à un jeu d'interconnaissances mutuelles sur le territoire, la fédération des foyers ruraux des Vosges, la ferme du lycée agricole, un institut médico-éducatif, et une association d'intégration de personnes allophones (La Vie Ensemble).

L'action et les valeurs comme jalons de la démarche adoptée

Pour éviter un enlisement dans une conduite discursive et l'exclusion d'acteurs moins enclins à se positionner dans ce type de registre (pas à l'aise avec les prises de paroles dans des réunions), les partenaires ainsi rassemblés s'accordent assez rapidement sur une ligne directrice : rassembler par l'action et autour de valeurs communes.

Le projet ne fait pas table rase de l'existant, au contraire il s'appuie dessus : renforcement des initiatives existantes et développement de nouvelles initiatives sont deux entrées de cette conduite de projet *via* l'action. L'inscription dans l'action repose d'abord sur un effort d'animation du projet concentré sur les initiatives concrètes à l'œuvre sur le territoire et révélant les valeurs partagées par le collectif d'acteurs : ainsi d'une part un jardin partagé et participatif, et, d'autre part, un point de dépôt mutualisé de produits bios, locaux et de saison ont été deux initiatives fondatrices. L'animation a alors visé à mutualiser ces initiatives et à cristalliser l'attention des acteurs du territoire afin de les faire rayonner. Au-delà du rayonnement, l'action et la discussion à partir d'initiatives existantes ont été des occasions de rencontres et de faire émerger des synergies entre acteurs pour faire naître de nouvelles initiatives et ainsi coopérer vers des finalités communes : des chantiers collectifs sur une parcelle de légumes de l'unité de recherche INRAE ASTER-Mirecourt, une restauration bio et locale en accueil de loisirs, l'accès à des produits bio de qualité pour des personnes en situation de précarité alimentaire via la fourniture de banques alimentaires¹. Entrer ainsi par l'action dans le projet a notamment facilité une identification rapide des personnes ressources, entre elles et par l'animateur en premier lieu, mais aussi par l'ensemble des personnes au sein des différentes structures mobilisées. Ce focus sur l'action donne aussi une place centrale à la participation dans le projet, et sous différentes formes, que ce soit dans la réflexion, l'organisation, ou en venant prêter main forte pour la réalisation des actions (encadré n°3). Le travail concret est une forme de contribution à l'orientation progressive du projet : par exemple, un cuisinier de l'Institut Médico-éducatif, *via* ses préférences variétales de

¹ Un tour d'horizon illustratif et non exhaustif des actions est disponible en fin de rapport.

potager pour la cuisine adressée aux enfants, contribue aux orientations de la parcelle de légumes partagée.

Parallèlement, la conduite de projet et l'animation associée se sont attachées à révéler et construire les valeurs et objectifs partagés par le collectif d'acteurs, ainsi qu'à débattre et formaliser une vision commune sur la question agri-alimentaire. Un cycle de conférences-débats au café Utopic a permis d'initier cette construction qui a ensuite été renforcée collectivement par un travail d'explicitation des motivations des actions existantes ou projetées. Le collectif est ainsi parvenu à établir un socle de valeurs partagées bien identifiées et à définir une visée commune : « *favoriser une alimentation saine, locale, pour tous, à partir d'une agriculture biologique* ».

Plus qu'une « conduite de projet », la construction d'un réseau d'acteurs basé sur la confiance et la coopération autour d'enjeux agricoles et alimentaires

Le projet tel qu'il a été mené a d'abord été rendu possible par un financement de la Fondation de France dans le cadre de son programme EcoAgri. Ce financeur a laissé place à la créativité en terme de conduite du projet. Cette liberté repose, de notre point de vue, sur deux éléments forts de cet appel à projet : une évaluation de l'éligibilité du projet sur la base d'un écrit mais aussi d'une rencontre physique avec un rapporteur de la fondation de France, un financement octroyé sur la base de l'évaluation initiale et sans condition de résultats prédéfinis, ni normativité sur le rendu. Ainsi, l'attribution du financement s'est faite sur la base d'une visite à Mirecourt du correspondant de la Fondation de France visant à échanger avec les acteurs porteurs pour comprendre la démarche, la réalité du collectif d'acteurs et les ambitions partagées de ce collectif. Sur cette base, une liberté salubre pour le projet a été accordée quant à la manière d'opérer par la suite. Plus concrètement, la Fondation de France n'a pas conditionné l'attribution de son financement à l'inscription dans une conduite de projet classique normée et phasée (diagnostic, constitution d'un comité de pilotage, engagement sur des livrables avant le démarrage du projet, évaluation *a posteriori* du projet).

Outre ce soutien financier, le projet tient également à l'énergie et à la mobilisation de personnes ressources, bénévoles ou professionnelles. Cette mobilisation témoigne d'une volonté et d'un engagement forts pour contribuer à un projet politique, sur un territoire de vie et d'activités qui leur tient à cœur. Ceci explique sans doute en partie les valeurs fondatrices de la dynamique adoptées par le collectif de partenaires, et la possibilité d'instaurer un rapport à l'action et à la mobilisation sur le territoire fondé sur des valeurs de solidarité, de rassemblement et de coopération. La diversité de leurs compétences et de leur insertion dans les réseaux du territoire a facilité ce travail coopératif : les partenaires ont vite compris que le travail en collectif et de concert pouvait être très riche pour le développement des initiatives et pour le territoire.

Une démarche qui est aussi source de « dérangements »

Très vite des discussions ont émergé autour de la définition « du » territoire de projet. Certains acteurs n'imaginent pas engager une action sans définition préalable de son extension territoriale soit parce que leur légitimité est directement rattachée à un territoire administratif (c'est le cas des élus), soit parce qu'ils sont imprégnés de cette modalité de conduite de projet qui domine la vie publique aujourd'hui. Mais la question alimentaire est difficilement réductible à un territoire circonscrit (navetteurs, territoires d'exploitations, de commercialisation qui débordent, ...) ce qui incite d'autres acteurs à privilégier la possibilité de mettre en action le projet rapidement sans définition préalable d'un territoire concerné : celui-ci se définit de lui-même *via* le rayonnement géographique des actions menées et des acteurs impliqués.

Les partenaires se sont finalement accordés sur une forme de compromis : la commune de Mirecourt constitue le point de départ de la réflexion et de l'action en raison de sa centralité pour nombres

d'acteurs, mais la démarche dans son ensemble ne s'y cantonne pas : la dynamique reste ouverte à des partenaires d'un territoire plus large.

Le besoin de financement pour la réalisation de certaines actions a conduit quelques partenaires du collectif à s'orienter vers une recherche additionnelle de financements ce qui a abouti à la présence sur un même territoire de plusieurs sous-projets distincts mais complémentaires et interdépendants en liens avec l'agriculture durable et l'alimentation saine. Le travail d'animation du collectif pour une mutualisation des actions et pour une convergence vers un objectif commun s'en est ainsi trouvé compliqué au démarrage et cela a pu contribuer à une dispersion momentanée des forces en présence, notamment en temps de coordination avec la multiplication des arènes de discussion.

Mais cette recherche de financements a également eu pour conséquence l'identification de la dynamique partenariale par les services déconcentrés du ministère de l'agriculture et de l'alimentation en région (DRAAF Grand-Est) qui ont proposé au collectif d'acteurs de s'inscrire dans un processus de labellisation de Projet Alimentaire Territorialisé (PAT) du ministère². Ce point a également suscité des discussions au sein du collectif. Certains partenaires souhaitant s'y inscrire ont mis en avant la mise en visibilité et la valorisation accrues des actions, le renforcement possible de l'unité des actions et des partenaires, et ont jugé ce dispositif comme un moyen de médiation pertinent pour impliquer les élus du territoire. Dans un second temps, il a été également perçu comme un moyen d'accéder ultérieurement à des possibilités de financement. Mais d'autres partenaires plus réticents y ont vu un risque de normalisation pour le projet, le cadre PAT imposant *a priori* des contraintes supplémentaires sur la forme (définition d'un territoire d'action identifiable administrativement, constitution d'un comité de pilotage, définition *ex ante* d'objectifs à atteindre, ...) et l'entrée en jeu des élus locaux pouvant remettre en question certains fondamentaux (notamment la certification AB des actions et un mode de gouvernance très horizontal) au risque de réduire ainsi les objectifs de transition et d'innovation dans le système agri-alimentaire. Après confrontation et explicitation des points de vues, un dossier de labellisation a finalement été déposé tout en essayant de conserver le caractère ouvert de la démarche initiale (encadré n°1).

Si le dispositif PAT a, comme anticipé par les partenaires, bien rempli son rôle pour mobiliser des élus locaux sur l'alimentation, le rapprochement avec la Communauté de Communes Mirecourt-Dompaire ne s'est pas fait sans difficultés. Il s'est par exemple accompagné d'une tentative de remise en cause du choix de l'inscription collective dans des modes de production alternatifs, par des élus dans un territoire rural où l'agriculture spécialisée et intensive domine. Cela a conduit le collectif de partenaires à réaffirmer haut et fort les raisons de son engagement sur cette dimension du projet, en remobilisant l'historique de construction collective sur un socle de valeurs. Toutefois, c'est l'ambition de soutien à la santé qui semble finalement avoir convaincu les élus.

Par ailleurs, la question du territoire du projet a été réactualisée avec l'arrivée de la collectivité, celle-ci souhaitant circonscrire le projet à ce qui fait sens pour elle quand il est question de territoire, à savoir son territoire de compétences qui est celui de la Communauté de Communes. Cette relance des discussions a révélé que la question restait d'importance pour certains partenaires les plus attachés à la conduite de projet habituelle, et qu'ils la considéraient encore comme étant à régler.

Ce type de démarche, en raison de son caractère volontairement ouvert et rassembleur, conduit nécessairement à la rencontre de visions différentes et parfois divergentes sur ce qui fait projet, et de la « bonne » manière de le « conduire ».

² Pour donner plus de légitimité aux dynamiques multi-acteurs de concertation alimentaire présentes sur les territoires.

Encadré n°1 –

Une dynamique agri-alimentaire construite entre légitimité d'en haut et légitimité d'en bas ?

**Colloque LADYSS – Légitimités d'en haut, légitimités d'en bas, postures d'acteurs
25-26 juin 2018**

Session 2 – Innovation : ressorts et enjeux

La construction d'un système agri-alimentaire sain et localisé en zone rurale : l'exemple de Mirecourt, entre initiatives locales et reconnaissance institutionnelle

Sur le territoire de Mirecourt (Vosges), caractérisé par un contexte très rural, un fort déclin démographique et d'importantes difficultés économiques et sociales, un collectif s'organise depuis 2016 pour mettre en place un système agri-alimentaire localisé basé sur une agriculture biologique. Ce collectif comporte à la fois des acteurs associatifs reconnus et très impliqués dans l'Éducation populaire, l'insertion de personnes exclues ou handicapées et/ou le développement local mais également des instituts publics précurseurs dans leurs domaines respectifs sur la thématique de l'agriculture et de l'alimentation.

Le contexte est donc idéal pour une forte innovation sociale et la mise en œuvre d'une gouvernance alimentaire territoriale autour du lien entre agriculture et alimentation (Lamine et Chiffolleau, 2012) avec une complémentarité intéressante entre acteurs de terrain et institutions tous regroupés sur un territoire restreint favorisant une bonne interconnaissance des acteurs. Cependant, ce collectif, fortement porté par des mouvements citoyens et militants, et en mesure d'impulser une dynamique de développement « par le bas » permise par un certain désengagement de l'État (Chiffolleau et Prevost, 2012), se heurte à certaines difficultés qui

le renvoient à la question de sa légitimité à porter des questions alimentaires au travers d'un projet de territoire. En effet, bien que soutenu par l'État à travers l'appui de la DRAAF grand Est, la dynamique en cours pourrait être limitée par : - *i*) l'absence des collectivités territoriales qui ne semblent pas mesurer la dynamique à l'œuvre sur leur territoire ; - *ii*) l'absence de la chambre d'agriculture, partenaire généralement jugé « incontournable » dans ce type de projet (Duvernoy, 2016); - *iii*) les valeurs revendiquées par ce collectif autour de l'agriculture biologique et qui pourraient provoquer un sentiment de rejet ou d'exclusion chez certains acteurs locaux.

Si les initiatives locales ont dans ce cas un effet structurant (Klein, 2008 ; Forest et Hamdouch, 2015) et légitimant, on observe dans le même temps un besoin de reconnaissance institutionnelle à travers un Projet Alimentaire territorial (PAT) qui permettrait notamment de soutenir plus facilement le projet à l'échelle de la restauration collective. C'est cette articulation que l'on se propose d'analyser.

http://www.ladyss.com/IMG/pdf/colloque_legitimite_livret_resumes.pdf

Ce que cette démarche permet : des petits pas, mais des pas de côté

Aussi modestes soient-elles, les initiatives ont néanmoins le mérite d'exister en se positionnant de plus en plus sur les différentes composantes du système agri-alimentaire, de la production à la consommation, en passant par la transformation ou la distribution-accessibilité, avec certains partenaires qui interviennent sur plusieurs composantes. D'une manière générale, le projet a joué le rôle d'un accélérateur pour bon nombre de thématiques abordées à travers le système alimentaire : le calendrier s'est ainsi vu accéléré selon certains partenaires par rapport à ce qu'ils auraient envisagé, du fait notamment de la place accordée à l'action (encadré n°2).

La portée « transformative » de Teaser-lab par rapport à la situation qui préexistait s'observe en différents points. C'est d'abord la primauté de la coopération qui s'exprime dans les initiatives et les relations partenariales prenant la place de l'habituelle « économie de marché » (encadré n°2). Aujourd'hui, les initiatives développées impliquent deux, trois, voire quatre partenaires, ce qui n'était pas le cas au départ. C'est une solide relation de confiance entre partenaires qui s'est ainsi instaurée au fil des initiatives. Cette relation de confiance s'enrichit d'une forme de réciprocité dans les relations entre acteurs : par exemple des dons de pailles et de compost de la ferme INRAE vers les jardins familiaux portés par la Vie Ensemble sont réalisés, l'animatrice des chantiers collectifs de la parcelle de légumes INRAE s'impliquant par ailleurs sur les jardins familiaux, et, réciproquement des bénévoles et bénéficiaires de cette association participent à certaines opérations sur une parcelle de légumes de plein champs INRAE ; les travailleurs de l'ESAT se mobilisent pour les semis des jardins familiaux, et des services mutuels entre l'ESAT et la ferme expérimentale INRAE sur la production et commercialisation d'oignons et de pomme de terre sont instaurés ; des enfants des accueils de loisirs ont participé à l'aménagement d'un sentier pédagogique sur la place de l'arbre sur la ferme du lycée agricole tandis qu'un approvisionnement des accueils de loisirs à partir des productions de la ferme du lycée a été organisé, etc....

Ce qui pouvait au départ s'apparenter à des relations d'aides aux associations se transforme ainsi progressivement au fil du partenariat en relations de réciprocité, et participe d'un renouvellement des rapports de « pouvoir » à l'échelle des initiatives du territoire.

Encadré n°2 – Un living-lab pour soutenir la coopération entre agriculteurs, et avec les autres acteurs du système agri-alimentaire ?

*Contribution au XXVII European Society for Rural Sociology Congress « Rural futures in a complex world »
- 25, 26 June – Trondheim, Norway*

Working Group 17 – Place-based cooperation and sharing among farmers for agroecological innovation

Agro-ecological farmers' cooperation for shared commercialisation and rural population access to healthy food: is living-lab a support?

Cooperation designs between farmers regarding distribution activities are developing and take different forms, such as producers' markets, farm drive-ins, or sometimes producers' groupings to supply collective catering.

The initiative of the association « les Bios du Coin » illustrates this trend. This collective was created in 2013. Since a few years, it gathers 11 producers from the Western Vosges who develop a new form of distribution and marketing pooling of a wide range of products from agro-ecological farming. Their strategy relies on the objective to cover a rural zone through deposition points situated in farms or places which normally are not dedicated to the sale of those goods (for example a participatory citizen café). Thus, they want to give access to a rural population to locally produced and transformed organic food.

This initiative is set in a territory characterised by difficult social-economic conditions with high unemployment and poverty rates in the main village (22 and 23% respectively). The Western Vosges is classified as a rural revitalisation zone by the French Ministry for land planning. Short-distance marketing is rather underrepresented and mass farming production dominates.

Organic farming main trends do not circumvent mass production, specialised and long chain

distribution logics. However, since a few years the territory has become the place for the rise of alternative initiatives, particularly the development of organic and local products.

Since 2017, the producers' organisation is part of an agri-food living-lab (TEASER-Lab) on the territory. They share the common objective to construct a territorialised agri-food system supporting healthy food and agro-ecological practices.

With regards to its current development, the initiative "Bio du Coin" is a real opportunity to encourage and reinforce agro-ecological transition process within the territory. Still, community support appears as a main lever effect, even though communities struggle to take up such challenges, especially in deserted rural areas.

As a result, how can the Living-lab tool (which associates closely public, private, associative and citizen actors at equal status) allow the "Bios du Coin" initiative to reach its full potential in agro-ecological transition? On the contrary, what is the role of this dynamic of agricultural producers within the doers' network that constitutes the living-lab? Those questions will guide our analysis throughout this contribution.

<https://esrs2019.no/>

Dans cette même perspective, la recherche d'une certaine horizontalité dans la coordination de la dynamique partenariale permet à chaque partenaire de trouver une place et un rôle dans l'œuvre commune. Cela participe également à donner une place, une voix, à ceux qui ne sont habituellement pas consultés dans les prises de décisions agri-alimentaire. De ce point de vue s'observe comme un rééquilibrage, du moins une reconnaissance plus grande des élus locaux quant à la place des acteurs de terrains, voire des citoyens, dans l'orientation du système agri-alimentaire à l'échelle du territoire (encadré n°3).

Encadré n°3 – Un living-lab pour plus de démocratie alimentaire ?

***Contribution à la 9th International Conference AESOP – Sustainable Food Planning
7,8 novembre 2019
Session Food Democracy***

Can Living-lab be a tool to foster Food Democracy ? An analysis of a territorialised agri-food system reshaping process in France

Several authors argue that territory approach is relevant to address sustainable issues in agri-food systems (Lamine and *al* 2012). Indeed, localized initiatives allow to develop an integrated, systemic, and multi stakeholders approach in the concerned territory. Nevertheless, while citizens involvement is a real issue for more democracy and thus sustainability in food systems (Hassanein 2003), it does not go without saying.

A living lab approach is leading to face this problem in a little urban area named Mirecourt (north-east of France) which is surrounded by a large rural territory. This project aims to foster a healthy food, locally produced from agro-ecological way by including a wide diversity of stakeholders (public, farmers, associative, and citizen one).

In this article, we propose to question the interest of the living-lab approach to enable citizens to transform and to choose the development way's of their territorialised agri-food system. For this purpose, we present and discuss two initiatives developed in the Mirecourt Living-lab project :

Firstly, the project development is based on a shared process which aims to place actors concerned at the heart of the approach. In this way, priority is given (i) to action (through different types) and (ii) to the explicitation and the construction of common values. Thus, this initiative renews the agri-food system governance by positioning it as an object of collective build.

Secondly, a group of actors (INRA experimenters and citizens of charity associations) gathered to co-produced organic vegetables. This social innovation approach aims to empower citizens concerned by (i) the collective creation of new ways for underprivileged people to access to organic and local food ; (ii) the collective action that give meaning to the territory through food production and consumption.

<https://aesopsfp.wordpress.com/2019/11/06/aesop-sfp-madrid19-final-program/>

Le rôle de la recherche s'en trouve également réinventé. Alors que les attentes initiales de certains partenaires vis-à-vis de la recherche et du projet engagé étaient concentrées sur l'orientation et les finalités transformatives du projet, les chercheurs engagés ont attiré l'attention sur le lien étroit à construire entre les modalités de conduite de projet, les actions menées et la capacité à construire une gouvernance permettant, par les initiatives, le maintien d'un débat sur les valeurs. Les perceptions du rôle de la recherche évoluent et de manière générale les acteurs partenaires ont glissé vers l'idée d'une transformation du système agri-alimentaire *par* et *pour* le territoire.

À travers le focus opéré sur la mise en action ce sont aussi des rapprochements inédits qui se mettent en place entre acteurs, et qui contribuent au-delà à un renforcement du lien social. Constaté par plusieurs partenaires, le lien social se développe entre des acteurs qui ne se connaissaient pas forcément, mais aussi entre les publics, personnels, « bénévoles » des organisations participantes. Le projet ne se limite donc pas à son entrée système agricole et alimentaire mais s'inscrit aussi largement dans la création de lien social et contribue alors à rendre un peu plus vivant ce territoire rural. La dimension sociale est donc relativement importante et l'initiative de Mirecourt donne tout son sens au terme « living » de la démarche de living-lab à laquelle les chercheurs tentent de contribuer sur le plan conceptuel.

L'inscription des initiatives dans l'agriculture biologique est une réaffirmation collective de ce certificat comme garant minimal pour satisfaire l'atteinte d'objectifs sanitaires et environnementaux. Ce certificat n'est toutefois pas suffisant pour garantir un projet agri-alimentaire sain, durable et créateurs d'emplois : ainsi, il doit être associé à des principes d'autonomie décisionnelle des agriculteurs, de sobriété des investissements matériels, de renforcement de l'autonomie alimentaire des territoires par une diversification des productions et un raccourcissement des circuits de distribution et de commercialisation, mais aussi d'une réappropriation de l'alimentation par tous.

La nécessaire articulation d'une alternative à la fois de fond et de forme

Même si l'inscription dans l'action contribue à une certaine accélération au sein de Teaser-lab, la dynamique de projet s'inscrit sur le temps long pour créer des relations de confiance entre parties prenantes, des habitudes de travail, promouvoir une construction *par* et *pour* le territoire, définir des valeurs et des objectifs communs, et opérer un changement dans des pratiques, instituées depuis longtemps parfois. Une telle démarche nécessite par ailleurs une animation spécifique œuvrant à la mutualisation et la coopération *autour* et *pour* des initiatives...

La conduite adoptée fait partie des caractéristiques fortes de ce projet. Couplée à une volonté de se focaliser sur l'action et sur la base de valeurs définies et partagées collectivement par les partenaires, cette approche a contribué à l'originalité du projet.

Le projet tel qu'envisagé et mené vient percuter des cadres de réflexions, des manières de penser la transition (ici d'un point de vue agri-alimentaire), des façons de faire et de mettre en action le changement. Ces cadres qui sont bien souvent associés à une conception stratégique, managériale, de la conduite de projet apparaissent toutefois comme limitant par rapport au potentiel d'innovation présent sur les territoires, et problématiques au regard de l'urgence à penser la transition agri-alimentaire dans ces territoires (encadré n°4).

Encadré n°4 – Allier innovations de fond et de forme pour une réelle démarche de transformation du système agri-alimentaire à l'échelle du territoire

Contribution au colloque « T2020 – Les transitions écologiques en transactions et actions »

22,26 juin 2020

Session 4.1 « Organisation des alternatives »

Le living-lab de Mirecourt : l'expérimentation d'une altérité de fond et de forme pour un système agri-alimentaire territorialisé sain et durable ?

Sur les territoires, des alternatives agri-alimentaires pour plus de durabilité se multiplient. Les enjeux associés font de ces processus de reterritorialisation de l'alimentation de riches terrains pour interroger la place des cadres conventionnels dans la transition. TEASER-lab est une démarche living-lab multi-acteurs pour construire un système agri-alimentaire sain et durable sur le territoire de Mirecourt qui s'inscrit dans cette perspective.

Ce dispositif d'action collective vise à impliquer une diversité de partenaires (publics, associatifs, collectivités territoriales) dans la définition collective et la mise en œuvre d'un système agri-alimentaire sain et durable. À l'instar des Urban Living-Lab (Frantzeskaki et al 2013), il se veut un espace d'expérimentation à la finalité et au format ouvert, où divers acteurs interagissent et cherchent ensemble à co-concevoir, tester, et mettre en œuvre des innovations agricoles et alimentaires. Cette approche vise à créer des espaces d'expérimentations ouverts à chacun à différents niveaux (dans l'action, la réflexion) pour essayer de nouvelles façons de faire et de vivre sur le territoire, développer un autre récit agri-alimentaire, et ainsi inspirer et mobiliser un nombre toujours croissant d'acteurs autour de valeurs communes.

À partir de cet exemple, dont nous sommes parties prenantes, nous proposons d'interroger les apports spécifiques de ce type de dispositif dans le cadre de la transition des systèmes alimentaires vers plus de soutenabilité, en comparaison des capacités des conduites de projet communément admises et qui gouvernent majoritairement les processus ambitionnant de concourir à la transition.

Ce dispositif apparaît comme alternatif au regard de caractéristiques à la fois de fond et de forme. Sur le fond, il affirme un engagement pour une agriculture biologique et locale quand un focus est souvent mis uniquement sur l'agriculture locale dans les dispositifs actuels. Sur la forme, le projet est entendu ici comme un horizon désirable mais flou vers lequel tendre et non pas en tant que stratégie planificatrice, ou une suite ordonnée d'opérations pour atteindre une finalité. Par ailleurs, le cercle des d'acteurs et la gouvernance ne sont formalisés au travers d'un comité de pilotage ; au contraire, au fil des initiatives développées, l'inclusion et l'empuissancement d'un cercle croissant d'acteurs-partenaires sont encouragés.

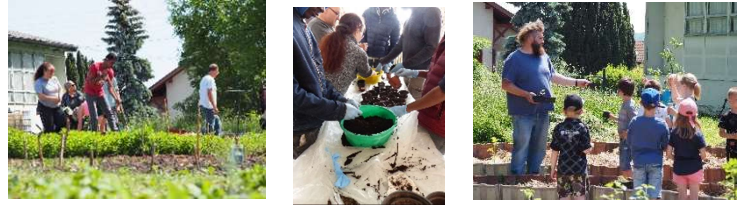
Nous pensons que ces caractéristiques sont autant de gages de la capacité de ce dispositif à contribuer à une réelle transition. D'abord parce que le caractère « open-ended » de l'expérimentation et l'ouverture permanente à de nouveaux acteurs partageant les mêmes valeurs est pertinent pour déverrouiller des blocages socio-techniques, et construire des innovations. Ensuite parce que favoriser une approche réflexive de ce qui est en train de se jouer permet de saisir les opportunités qui se présentent, ou de remettre en cause certains éléments de départ. Enfin parce que réviser un régime dominant ne peut se faire qu'en associant aux innovations de fond des innovations de forme.

Mais cette altérité se construit aussi dans une confrontation et des frottements aux manières habituelles de conduire les projets et aux visions et contenus des projets qui restent fondamentalement inscrits dans un régime dominant.

Quelques initiatives de Teaser-Lab en images

Des visites de fermes pour des publics jeunes

Un jardin partagé et participatif, des jardins familiaux, pédagogiques



Des ateliers cuisine avec produits bios, locaux, et de saison

De la restauration collective bio et locale



Des repas festifs bios, locaux, de saison, avec les associations d'aide aux personnes en situation de précarité



Des chantiers pédagogiques et participatifs autour du légume



Des points de dépôts et des marchés bios et locaux, et de saison

Des conférences, des projections-débats autour de l'agriculture et l'alimentation

